



O.B.U.T.S.

Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire



Congrès Ordinaire de l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire

Conférence sur le Thème : Défis et perspectives pour un Togo réconcilié, juste et prospère

DÉCLARATION LIMINAIRE

Notre pays le Togo est à nouveau, face à son destin, au seuil d'une année 2015 qui cristallise autant de rendez vous politiques importants que de défis majeurs pour nos populations.

La crise sociétale que traverse le Togo impose une réflexion de fond sur la base d'un projet politique novateur qui doit impérativement déboucher sur la modernisation à tous égards, de notre pays.

Deux questions essentielles sont à explorer dans ce sens :

*L'élection présidentielle de 2015, au regard des expériences antérieures et du cadre institutionnel actuel constitue-t-elle une solution immédiate au pressant besoin de changement exprimé par nos concitoyens ?

*Que faire pour retrouver la confiance perdue et un vivre ensemble harmonieux ?

Aux termes d'une enquête d'opinion [Afrobaromètre], récemment rendue publique, plus de deux tiers des Togolais soutiendraient que les dirigeants des partis politiques sont plus soucieux de leurs propres ambitions que de l'intérêt du peuple.

Ce sentiment bien que variable en fonction du lieu de résidence, du sexe, ou de l'opinion politique des personnes sondées, serait majoritaire dans toutes les couches de la population, quel que soit leur profil sociologique.

La perception de l'opinion publique de détachement de la classe politique est d'autant plus préoccupante que 59% des Togolais considéreraient que la manière dont les élections se déroulent au Togo ne permet pas d'assurer que les représentants à l'Assemblée Nationale reflètent le désir des électeurs.

Plus inquiétant, une même majorité de 59% des Togolais estimerait que les élections ne leur garantissent pas la possibilité de révoquer des élus qui ne répondent pas à leurs attentes.

Sous toutes réserves, ce constat, pris dans son ensemble, est révélateur de la réalité de la crise de confiance qui existe entre le peuple et la classe politique en général, et celle issue des rangs de l'opposition républicaine en particulier, supposée porteuse des aspirations au changement.

Une autre leçon que nous inspirent les résultats de ce sondage, est d'une part, la défiance des populations par rapport au processus électoral, et d'autre part, le déficit de légitimité des représentants du peuple au sein des institutions.

Notre formation politique estime qu'en l'état, le prochain scrutin nous paraît loin de constituer une réponse objective et suffisante à la crise que nous traversons, en ce que c'est préférablement autour de l'axe fondamental de l'intérêt supérieur de notre Nation que nous devons aujourd'hui fédérer nos énergies, nos compétences et nos expertises.

Pour y parvenir, le triptyque *abnégation, *dépassement de soi et *changement radical de mentalités, devra être présent à l'esprit de tous, car la primauté de l'esprit partisan et de la politique politicienne relativement au débat de fond, a malheureusement toujours prospéré dans notre pays. .

Par ailleurs, l'usage mécanique d'un bulletin de vote n'est qu'un aspect des droits politiques du citoyen.

Le citoyen doit être au cœur du processus de prise de décision qui engage son quotidien, et son avenir. C'est pourquoi, quelle que sera l'issue de la prochaine échéance électorale, le vainqueur du scrutin doit être en capacité de discernement politiquement et être un véritable catalyseur d'énergie et de ressources humaines.

« **POUR UN MIEUX VIVRE ENSEMBLE** » est l'intitulé de notre contribution à l'édification d'une république moderne, à même d'assurer la sécurité et l'état de droit, avec équité, justice et respect entier des droits de l'homme, le tout dans une gouvernance républicaine et responsable.

Notre contribution portée par le projet de programme politique que nous déclinons, se présente comme une projection vers l'avenir, un effort commun pour renforcer notre modèle démocratique et notre aspiration au changement.

Notre contribution « mieux vivre ensemble » présuppose une action concertée des différents acteurs politiques, de la société civile, de la diaspora, ainsi que de toutes les bonnes volontés qui font la diversité et la richesse de notre pays.

La récurrente crise sociopolitique togolaise nous impose davantage de responsabilité, d'humilité et de rigueur dans la prise en charge des affaires publiques. Notre contribution « mieux vivre ensemble » constitue une réponse élaborée en responsabilité, réfléchie et qui prend appui sur le désir de mieux-être du peuple togolais.

Les attentes des populations sont multiformes et variées : *renforcer la démocratie et l'État de droit, *créer les conditions d'une croissance forte, durable et inclusive, *améliorer la gestion des finances publiques, *rendre notre économie plus efficace et plus forte face aux chocs extérieurs.

Notre institution judiciaire devra également être réformée et dotée de moyens lui permettant de pleinement assumer son impartialité, afin de retrouver ses lettres de noblesse et rassurer le citoyen dans sa condition de justiciable.

Devant l'inadéquation entre notre système éducatif et les exigences du marché de l'emploi, il importe d'engager d'urgence des réformes tendant à rendre nos Centres de transmission de savoir plus compétitifs, et intégrant les grandes mutations culturelles et technologiques.

La santé, levier de développement et préoccupation majeure des togolais doit se voir accorder une attention particulière. Comment fermer les yeux devant le drame de ces hôpitaux sous-équipés, dont les plateaux techniques sont désuets et dépourvus au regard des besoins de la population ?

La double crise institutionnelle et de confiance que traverse notre pays est un réel défi qu'il nous faut à cœur vaillant, relever.

Nous devons le relever dans le respect de nos valeurs et dans une vision transpartisane. Ce qui suppose une mutualisation des compétences et des expertises autour de l'idéal commun de l'édification d'un Togo plus fort, plus prospère et plus uni.

Agbéyomé Messan KODJO

Le 31 janvier 2015